

**Une politique de colonisation plus efficace. De la terre, du bois et des chemins aux colons. Avantages particuliers aux fils de colons. Primes spéciales pour l'industrie laitière dans les régions de colonisation. La colonisation par le colon et non par le spéculateur. Des chemins pour les colons et non pour des favoris.**

**Amélioration des routes avec méthode. Classification des grandes routes: fédérales, provinciales et paroissiales. Les deux premières construites et entretenues par les gouvernements, et la dernière par les municipalités avec prime.**

**La nationalisation de certaines industries en vue d'augmenter les revenus de manière à pouvoir répondre aux besoins du progrès et à soulager le peuple de certains impôts qui pèsent si lourdement sur ses épaules.**

**Réorganisation du commerce et de l'industrie du bois dans notre province, en vue de la nationalisation de cette richesse publique.**

**Enquête complète sur les droits de coupe, sur les privilèges des marchands de bois, restitution à l'Etat des biens et des deniers qui lui appartiennent.**

**Sus à tous les exploiters.**

**Exploitation par l'Etat de certaines mines et industries de notre province.**

**Protection spéciale aux industries nouvelles dans les centres de colonisation. Organisation par l'Etat de nouveaux centres industriels, suivant qualité et variété de la matière première, ainsi que distance, etc., etc.**

**Exploitation de nos pouvoirs d'eau en vue de fournir l'électricité à meilleur marché aux villes et aux campagnes.**

**Simplification de l'administration de la Justice. Moins de lois d'exception; moins de procès coûteux; moins de fonctionnaires; application rigoureuse pour les gros comme pour les petits, suivant gravité.**

**Une législation ouvrière plus convenable aux besoins de notre temps. Moins de mots trompeurs et protection plus équitable.**

**Un ministère du Travail.**

**Justice à Montréal et à ses contribuables de toutes les classes. Autonomie de Montréal, c'est-à-dire Montréal administrée pour fins municipales, par ses propres contribuables et non par les députés de Chicoutimi ou de Portneuf.**